

Chambardement dans l'administration territoriale

Jamais mouvement de fonctionnaires n'a été plus fort que celui sanctionné par le Conseil des ministres du mercredi dernier.



Exception faite du Wali du Tiris-Zemour, tous les autres Walis ont été remerciés, les Hakem aussi. Visiblement, le CMJD qui s'apprête à organiser les élections, s'est plié aux exigences d'une opinion qui considèrerait que les élections prochaines n'auraient rien de crédibles si les anciens administrateurs du système conservaient leur fauteuil.

Chambardement dans l'administration territoriale

Jamais mouvement de fonctionnaires n'a été plus fort que celui sanctionné par le Conseil des ministres du mercredi dernier. Exception faite du Wali du Tiris-Zemour, tous les autres Walis ont été remerciés, les Hakem aussi. Visiblement, le CMJD qui s'apprête à organiser les élections, s'est plié aux exigences d'une opinion qui considérerait que les élections prochaines n'auraient rien de crédibles si les anciens administrateurs du système conservaient leur fauteuil.

Une fois n'est pas coutume. L'administration territoriale a vécu le plus important séisme de son histoire, avec l'éviction de tous les Walis et des Hakems, exception faite du Tiris Zemour. Cette mesure constitue le troisième pied d'un arsenal mis en place après l'installation de la Commission Electorale Nationale Indépendante, et un vœu pieu de la majorité des acteurs politiques.

Connue pour son passé fait de compromission et de caporalisation au service d'un parti, toujours en course, et d'un homme qui attend dans l'ombre, la quasi majorité des administrateurs, qui se sont incrustés dans l'appareil depuis des années, pouvaient manifester leur nostalgie du passé et donner un coup de pouce au PRDS nouveau look. Pour cause, ce parti n'ayant pas complètement disparu, les acteurs politiques n'ont jamais manqué de souligner que quelque part, ces administrateurs ne seraient pas capables d'assurer la transition souhaitée. Ce serait peut-être l'une des raisons du changement.

Les autorités ne chercheront pas loin pour dénicher des hommes capables d'assurer la mission au sein de ce ministère tentaculaire. Les fonctionnaires en stand-by étant légion, le ministère n'eut aucune peine à se ravitailler à partir de son propre "garage". Une équipe toute trouvée fait ainsi son entrée. Sur leurs épaules, repose une partie des espoirs de 400 formations politiques et de tous les Mauritaniens.

Il s'agissait soit de cadres qui avaient toujours été écartés, pour leur refus des magouilles ambiantes, soit d'anciens fonctionnaires ayant refusé de "s'aligner", ou tout simplement, des hommes qui n'inspiraient pas confiance. A l'arrivée, le ministre de l'Intérieur est parvenu à concocter une nouvelle équipe, tout en préservant les équilibres sociaux qui ont de tout temps marqué les mouvements d'administrateurs dans le pays (une dose du Chargé, une autre de la vallée, une troisième de Guebla... Et le tour est joué !).

Comme lors de la destitution des membres du gouvernement, il n'a pas été demandé des comptes aux administrateurs. Pourtant, quand on jette un regard sur les biens des derniers Walis désignés il y a un an à leur poste, on peut aisément s'imaginer ce qu'ont pu assembler les autres, particulièrement ceux qui sont au pouvoir depuis plus d'une décennie !

Calcul.

L'éruption volcanique qui a ébranlé le ministère de l'Intérieur a permis de sortir le CMJD de trois problèmes essentiels que posent le Tiris, le Trarza et Nouakchott.

Maintenu aux frontières nord du pays, le colonel Sidi Aly Ould Jideyn, plus gradé que son chef d'Etat major, est casé pour de bon, même si, à la tête de la région militaire, se trouve un autre colonel, encore moins gradé que lui, le colonel Ould Meguett. Chef de l'unique administration territoriale du pays constituée majoritairement de militaires, le colonel Wali Sidi Ali Ould Jideyn se voit sollicité sur deux fronts. Celui de l'administration, et le cas échéant, celui de la défense nationale.

La désignation du commissaire divisionnaire de police Abdallahi Ould Mohamed Mahmoud au Trarza devrait permettre de relancer les activités de la DGSN. Adjoint au colonel Ould Ghazouny depuis le départ de Ely Ould Mohamed Vall à la présidence, le commissaire divisionnaire gênait doublement : cousin proche du nouveau DGSN, le colonel Ould Ghazouany, il était aussi son aîné. Avec son départ, il ne sera plus question d'une DGSN aux mains des cousins.

A Nouakchott, le mécontentement populaire allant croissant contre l'administration, eu égard aux conflits fonciers provoqués par les dernières distributions de terrains, il fallait bien remuer le cocotier ! Et ce fut fait ! Premier touché, le Wali Ould Khilil, celui-là par qui le malheur des populations de Fellouja, Teyarett, Dar Naïm... est arrivé, notamment après certaines opérations de distribution de terrains pas toujours catholiques. Ensuite, ce fut au tour des Hakem, logés à la même enseigne que leur patron, dans la mauvaise gestion du foncier à Nouakchott. En lieu et place de Ould Khilil, le gouvernement a opté pour le jeune administrateur Moulaye Brahim Ould Moulaye Brahim. Un homme qui jouit d'une excellente popularité et qui est connu pour sa rectitude dans le travail. N'est-ce pas lui qui avait conduit le Directeur de la Sonader aux frontières de Boghé, après que celui-ci ait voulu marcher sur les prérogatives du préfet qu'il était ? N'est-ce pas aussi lui que Ould Taya a salué pour ses méthodes de gestion des populations et que Ely a décoré le 28 novembre dernier ?

Arrangement

Même si à l'arrivée, moins de 20% de ceux qui viennent d'être cooptés, sont jugés en mesure de remplir convenablement leurs missions, en rendant à l'administration le rôle qui est le sien (assistance aux populations), le mouvement du 21 décembre 2005 aura au moins permis de satisfaire une des plus importantes doléances des partis politiques, à quelques encablures des consultations électorales : municipales, législatives et présidentielles. Il constitue aussi un signal fort des nouveaux maîtres de Nouakchott qui comptent donner les mêmes chances à tous les candidats aux suffrages. Mieux, ce chambardement permet de mettre fin à la politique de pillage systématique jusque-là adoptée par les administrateurs.

Pourvu seulement que les nouveaux responsables n'imitent leurs aînés, même s'ils savent qu'ils n'auront pas plus de 14 mois dans leur nouvelle possession.

○ Omar El Moctar